PILLAGES La mafia de Babylone

TELQUEL

TELQUEL

10 DH

N°75 • Du 26 avril au 02 mai 2003

Le Maroc tel qu'il est

DOCUMENT 12 PAGES

Les uns sont (très) majoritaires. Les autres sont (très) minoritaires. Leurs deux projets de société méritent pourtant de s'affronter à armes égales. Lisez, puis jugez

ISLAMISTES / LAÏCS

LE DUEL

Directeur de la publication : Ahmed R. Benchemsi

LES ISLAMISTES

Mostafa Khalfi
Chercheur, membre du Mouvement pour l'unicité et la réforme

« Le seuil de liberté garanti par l'islam est suffisamment élevé »

Mohammed el Merouani
Cadre, secrétaire général du Mouvement pour la *Oumma*

« Pour nous, la démocratie est une stratégie »

L'ARBITRE

Mohamed el Ayadi
Historien et sociologue

Dossier réalisé par
Driss Ksikes
Editing
Ahmed R. Benchemsi

DEUX PROJETS DE SOCIÉTÉ

LES LAÏCS

Fouad Abdelmoumni
Responsable associatif, secrétaire général adjoint de l'AMDH

« La religion doit être un choix purement individuel »

Abderrahim Berrada
Avocat, militant des droits humains

« La démocratie est inséparable des libertés, toutes les libertés »

TÉ S'AFFRONTENT

DUEL, PAS DÉBAT !

Ça bouge, chez les islamistes. A en croire Saâdeddine El Othamni (PJD), il n'y aurait *"pas d'antinomie entre laïcité et islam"*. Quant à Nadia Yassine (*Al Adl*), toujours aussi manipulatrice, elle dit aux féministes laïques : *"unissons nos efforts en faveur de la femme marocaine"*. *Ijtihad* ? Non. Politique, comme d'habitude. Surtout que les élections approchent…

Soyons clairs : les laïcs croient avant tout en la liberté, les islamistes n'envisagent la liberté que dans la croyance. Bref, deux visions opposées. Avec un "débat" classique, on risquait le consensus. Un concept dont nous avons suffisamment souffert. C'est pourquoi nous avons organisé un "duel". Pour polariser les positions et vous permettre, pour une fois, d'y voir clair.

Nos quatre "duellistes" n'ont aucun mandat pour représenter "les laïcs" ou "les islamistes". Tout les oppose. Mais ils ont en commun l'engagement et le franc parler. Et la détermination de vous convaincre. Que les meilleurs gagnent.

LA DÉMOCRATIE

FIN OU MOYEN ?

Côté rouge, on considère la démocratie comme un tout, incluant des valeurs indiscutables, comme la liberté de culte. Côté vert, ce n'est qu'une stratégie pour arriver au pouvoir, sur le thème : *"la minorité se soumet à la majorité"*. Quoi que décide cette dernière.

El Ayadi. Réduisez-vous la démocratie à un mécanisme et une procédure, ou êtes-vous prêts à l'accepter telle qu'elle est universellement reconnue ?

Abdelmoumni. Autour de cette table, d'un côté comme de l'autre, nous sommes prêts à accepter le suffrage universel comme fondement univoque de la démocratie. Nous sommes d'accord sur le fait que la décision revient au peuple. A partir de là, nous divergeons. Nous, laïcs, considérons que la base, c'est la morale civile et l'éthique universelle. Vous, islamistes, considérez que la base, c'est la religion. Mais une fois en compétition politique, jusqu'à quel point êtes-vous disposés à accepter que la société soit souveraine, pour entériner, par exemple, l'égalité dans l'héritage et la liberté du corps, entre autres libertés ? Si, demain, vous avez la majorité, seriez-vous tentés de réinstaurer le statut de *dhimmi* pour les juifs ? Accepteriez-vous l'interdiction qui est faite aujourd'hui au prosélytisme des autres religions, comme si c'était une règle rationnelle, ou bien accepteriez-vous le principe de concurrence universelle, qui veut que je me donne la liberté de convertir les autres et leur accorde, en échange, la liberté de me convertir ? En clair : admettrez-vous la liberté de culte ?

Khalfi. J'ai un problème avec le background philosophique de la démocratie. Pour moi, il n'existe pas forcément une relation rigide qui nécessite que la démocratie passe par la laïcité. Je suis d'accord que l'on ne peut pas réduire la démocratie à des procédures, parce qu'elle recèle aussi des valeurs de participation, de responsabilité, etc. Mais il y aussi un autre aspect, lié à une forme de laïcité totale, qui sépare la démocratie des valeurs sociétales et historiques. L'expérience humaine montre que le droit intègre un seuil minimal de traditions. En démocratie, il y a aussi le droit des minorités. Pour les juifs, cela veut dire leur assurer l'espace nécessaire pour qu'ils organisent leurs fêtes, par exemple. Quand vous dites que nous allons revenir au statut de *dhimmi*, je vous réponds que ce statut a été compris de manière erronée. En Islam, cela implique leur protection, le respect de leurs droits et le fait de ne pas les contraindre à devenir musulmans. En termes modernes, cela équivaut à l'intégration d'une minorité en tant que citoyens.

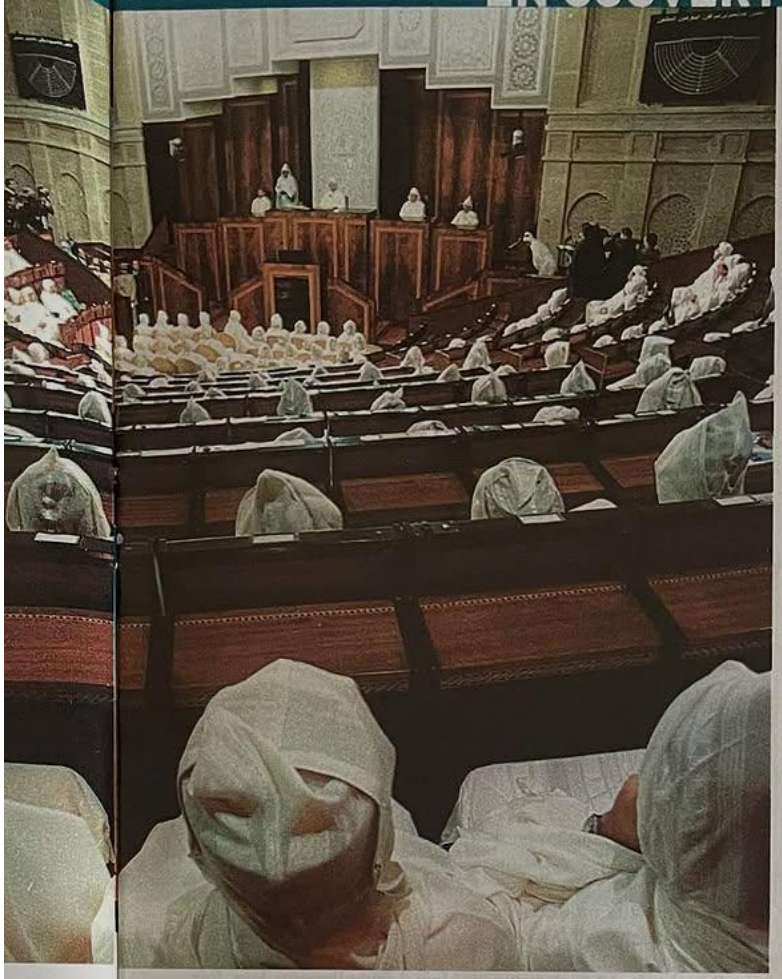
Ksikès. Cela veut dire que vous allez les tolérer, comme des citoyens de seconde zone ?

Abdelmoumni. Je pense qu'il parle de citoyenneté dans un cadre contractuel. Mais cela pose le problème de la *Oumma*. Est-ce un Etat nation, ou une communauté religieuse, supranationale ?

Khalfi. La *Oumma* est un espace qui n'oblige pas ses membres à avoir les mêmes orientations.

El Merouani. La démocratie, pour moi, est un cadre de gestion des différends. Nous sommes d'accord sur le fait que le peuple choisit ce qu'il veut. Mais de quelle démocratie s'agit-il, pour nous ? "Le peuple qui gouverne par lui même" est une approche dépassée. La laïcité n'est pas un passage obligé à la démocratie. C'est vrai que le contexte occidental a exigé une résolution de la relation litigieuse entre l'Eglise et l'Etat. Chez nous, il n'y a pas eu ce conflit. Il n'y a pas eu de *fouqaha* qui prétendaient détenir la vérité. Chez nous, les minorités religieuses (juifs compris) ont toujours été traitées correctement. Enfin, adhérer à l'islam n'est pas une condition pour être citoyen dans un Etat islamique. La liberté de culte est assurée.

Berrada. Vous introduisez dans ce débat, de bonne foi certainement, des choses dangereuses. C'est comme si vous jetiez l'eau du bain et le bébé avec. Quand vous dites que *"la démocratie comme pouvoir du peuple n'existe pas"*, je suis d'accord, mais vous semez le trouble dans les esprits. Car c'est une définition, un cadre conceptuel que les humains, les pauvres êtres humains que nous sommes, avons créé et cherchons à appliquer du mieux que nous pouvons. C'est pour cela qu'il y a un enrichissement permanent des procédures, qui ten-



dent le plus loin possible vers la démocratie. La démocratie, depuis qu'elle est née, a énormément évolué. La démocratie est humaine et n'est donc pas parfaite, mais perfectible. Donc, ne la jetons pas par-dessus bord, et sachons qu'elle est inséparable des libertés, de toutes les libertés. Et ce n'est pas seulement de liberté de culte qu'il s'agit, mais de liberté de conscience et de croyance. La liberté de culte en est juste une application.

El Merouani. Et parmi les libertés, celle dont doit jouir un peuple de choisir démocratiquement le cadre référentiel qui va le régir. Je reviens à la question du droit, mais sous un angle différent. Si un peuple choisit un cadre pénal qui s'inspire de la *charia*, pourquoi ne pas lui donner ce droit ?

El Ayadi. Le peuple a aussi choisi le nazisme. Si le peuple vous met au pouvoir, cela vous donne-t-il le droit d'utiliser la démocratie à des fins non démocratiques ?

Ksikès. Je vais être plus direct. Est-ce que vous concevez la démocratie comme une stratégie ou comme un tout indivisible ?

El Merouani. Pour nous, la démocratie est une stratégie. Est-ce que vous croyez à la démocratie et à ce que produit la démocratie ?

Abdelmoumni. Je ne crois à la démocratie que comme globalité. Si on la réduit à une simple règle (la minorité se plie à l'avis de la majorité), la démocratie est une aberration. La démocratie doit s'appuyer sur un socle qui reconnaît des valeurs humaines.

Berrada. Pour moi, l'essentiel est de sauvegarder la dignité humaine. Et je suis conscient que la démocratie a produit le nazisme, le fascisme, etc. Elle a aussi produit Bush, qui a assassiné un peuple et une culture vieille de 8000 ans. Alors, attention, ne disons pas que la démocratie est une fin en soi. Une fois dedans, on l'enrichit. Et sans cette capacité à être tout le temps remise en cause, la démocratie ne serait pas ce qu'elle est : un moyen nécessaire.

El Merouani. La démocratie, pour nous, c'est la loi de la majorité, c'est le respect des minorités, et c'est le respect des libertés. Moi, je suis musulman, d'abord, parce que ma religion me garantit une très grande liberté. En islam, il n'y a pas de contrainte en matière de croyance *(la ikraha fi din)*. L'acte politique du prophète Mahomet n'était pas sacré. Par ailleurs, je tiens à préciser qu'il n'y a pas une définition unique de la démocratie.

Berrada. Si.

El Merouani. Laquelle ?

Berrada. C'est la définition humaniste qui considère que le citoyen (et non la *Oumma*) est doté de suffisamment d'autonomie pour décider de son sort. L'être humain a la volonté suffisante pour être responsable. Donc, la démocratie, c'est l'exercice de l'autonomie de la volonté. Mais tout cela a évolué. A un certain moment, on permettait à des gens de choisir des monstres nazis. Il y a donc des modalités différentes, mais une seule définition. C'est vrai qu'il y a des potentats qui s'amusent à la détourner. C'était le cas de Hassan II qui ajoutait "hassanienne" pour spécifier sa démocratie à lui. C'était aussi le cas dans les pays de l'Est, où on parlait de démocraties "populaires". Le peuple n'avait pratiquement pas droit à la parole, dans l'ex-URSS. Vous vous dites démocrates, dans la mesure où c'est l'expression du peuple, mais vous ne voulez pas admettre que la démocratie est indissociable des libertés. Il n'y a pas de démocratie sans libertés - au pluriel. La liberté religieuse en fait partie. La liberté religieuse est inséparable de la laïcité. Celle-ci, contrairement à ce qu'on dit, existe partout mais elle a des formes différentes. Elle existe partout dans le sens où la laïcité veut dire neutralité de l'Etat par rapport à la liberté des gens de croire ou ne pas croire en telle religion. Je suis d'accord avec ce que vous avez dit tout à l'heure. Cette neutralité n'est pas passive. En France et en Allemagne, l'Etat a comme obligation d'entretenir les cultes. Voyez-vous, dans un Etat laïc, on défend les religions. Pas le contenu des religions mais le principe de la liberté de culte.

« J'ai un problème avec le background philosophique de la démocratie »

« Vous ne voulez pas admettre que la démocratie est indissociable des libertés »

LE DROIT

DIVIN OU HUMAIN ?

Côté rouge, **on pense que Dieu est trop parfait pour que Ses lois puissent régir une société humaine imparfaite.** Côté vert, **le droit ne peut avoir que trois sources : Coran, *sunna*, et (s'il le faut) *ijtihad***

El Ayadi. Quelle est l'origine du pouvoir pour vous, Dieu ou le citoyen ?

Berrada. La cité humaine ne peut pas appartenir à Dieu (à supposer qu'il existe). En tout cas, il ne peut pas être partie prenante. Pourquoi ? Parce que Dieu, on ne l'a jamais rencontré pour qu'on sache ce qu'il pense de sa création. S'il était présent physiquement, il n'aurait pas été content de ses créatures, alors, on ne va pas se mettre à interpréter. Laissons Dieu de côté. Respectons ceux qui croient en lui, respectons ceux qui ne croient pas en lui, et soyons modestes. Pourquoi chercher des complications ? La cité humaine appartient aux hommes et ils doivent rester modestes et l'organiser avec les moyens dont ils disposent. C'est-à-dire avec des moyens humains. Ce n'est pas nécessaire d'impliquer Dieu. Combien de guerres l'humanité a-t-elle subi au nom de Dieu? Surtout qu'Il n'en est même pas responsable ! Tel que je me le représente, Dieu ne peut être que bonté. Dieu est parfait. Et tout ce qu'on peut imaginer reste en deçà des qualités de Dieu. Il est donc trop loin, dans la transcendance. Restons dans l'immanence, avec les choses à portée de main. Déjà les petites choses de la vie sont difficiles à mettre en ordre, alors, quand on fait intervenir Dieu, ça complique tout. Comme disait Jean Paul Sartre : *"mettons Dieu entre parenthèses"*. Ce n'est pas de l'irrespect envers Dieu, ni envers les croyants. Considérons tout simplement que c'est beaucoup trop important pour que les humains se mêlent de ce que pourrait penser Dieu.

El Merouani. La question primordiale est : comment articuler religion et politique ? Ma réponse est qu'il ne faut pas emprunter le modèle occidental. Nous vivons dans un contexte différent, déterminé par l'islam. Pour répondre à votre question, je dirai qu'il faut distinguer entre pouvoir et souveraineté. Le pouvoir revient à la oumma, au peuple. Et la souveraineté à la charia.

Ksikès. Mais en donnant la primauté à la charia, laissez-vous le libre-arbitre au peuple ?

El Merouani. Bien sûr !

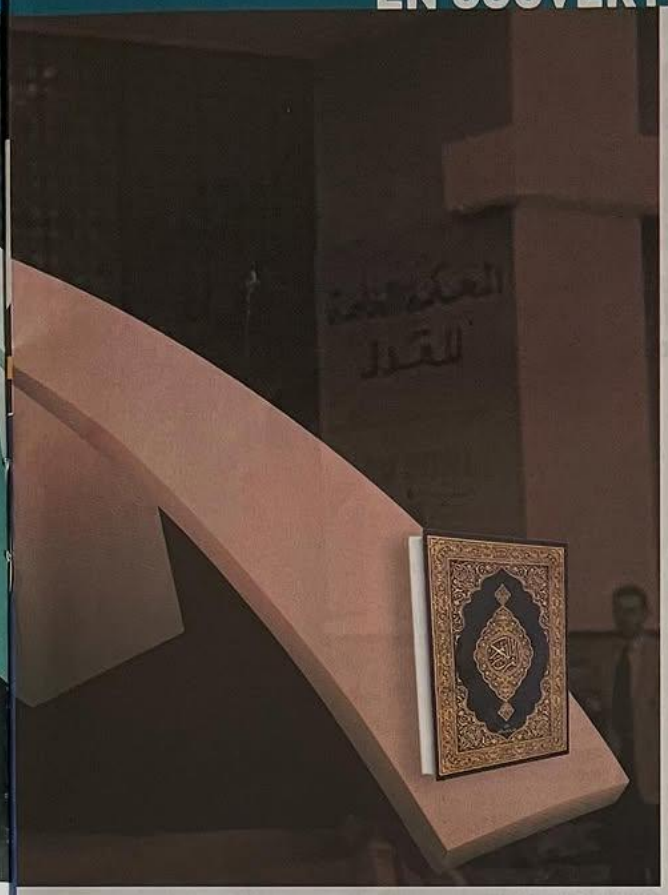
Abdelmoumni. Même si le peuple choisit un cadre qui ne vous sied pas, c'est-à-dire qu'il refuse la charia ?

Khalfi. Ce n'est pas un problème.

Abdelmoumni. (Ironique) Donc, nous n'avons que des laïcs autour de cette table.

Khalfi. (Offusqué) Non, non ! Je pense qu'il y a des lacunes qui empêchent la compréhension de l'islamisme. L'origine du pouvoir dans l'islam, pour un Maroc du XXIème siècle, doit être l'aboutissement d'un travail d'interprétation, d'*ijtihad*. L'islam n'a pas établi un modèle figé au premier siècle de l'Hégire et exigé qu'on s'y astreigne. Il a surtout établi des principes. Parmi ceux-là, le fait qu'il n'y a pas de droit divin. Abou Bakr n'a pas dit qu'il allait gouverner parce que Dieu l'en avait chargé. Il a même demandé qu'on le remettre sur la bonne voie s'il venait à en dévier. L'histoire de l'islam nous a fourni plusieurs modèles de pouvoir. Le règne par héritage, par exemple, n'en fait pas partie. Rien à voir avec ces quatre dernières années, c'est une problématique globale. Ce qui en ressort, c'est que la relation entre gouvernants et gouvernés doit être contractuelle. La *bey'a* n'est rien d'autre que cela. Mais il faut que le contrat soit écrit. A ce moment là, la source divine du pouvoir devra y être consignée.

Berrada. Si nous devions arrêter cette discussion à ce moment précis, je vous demanderais tout de suite une carte d'adhésion au PJD. Il n'y a pas uniquement unanimité, il y a consensus, entre nous. Mais il faut aller plus loin. Par rapport à la source du pouvoir, vous avez répondu, comme nous, que c'est le peuple. D'accord, mais quelle est la source du droit ? Une fois le pouvoir en main, qu'est ce qu'on en fait ? Est-ce que ce droit est de source humaine ou céleste ? Pour moi, la source du droit, puisque je suis modeste et que je ne peux pas poser de questions à Dieu, ne peut être que l'œuvre humaine. Alors, je vous pose la question : si demain, vous avez le pouvoir, êtes-vous



prêts à laisser de côté la source divine du droit et ne pas vous compliquer la vie avec ?

Khalfi. Pour nous, il y a deux sources : Le Coran et la *sunna*, en plus d'un effort d'interprétation qui ne s'inspire pas uniquement de l'islam mais aussi des acquis de la civilisation universelle.

El Merouani. Je vais essayer de clarifier davantage. Primo, l'Etat dont nous rêvons n'est pas théocratique. Deuxio, l'origine du pouvoir, c'est le peuple. Tertio, la relation entre gouvernants et gouvernés est contractuelle. Partant de là, si le peuple choisit la charia, nous devons nous incliner. Si vous demandez aux islamistes de laisser de côté l'origine religieuse du droit comme condition sine qua non d'exercice du pouvoir, c'est anti-démocratique.

Berrada. Il y a une grosse contradiction chez vous : vous dites, d'un côté, ne pas vouloir un état théocratique. De l'autre, vous dites que la source du droit est la charia.

Khalfi. ...Et l'*ijtihad*, par rapport à toute œuvre humaine.

Berrada. Oui, parce qu'il faut tout de même que l'homme travaille un peu. Mais au niveau de la source du droit, c'est le Coran et la *sunna* qui priment, pour vous. C'est la meilleure manière pour qu'on se bagarre. Parce que vous réintroduisez Dieu, finalement. Vous risquez de ne pas respecter l'individualité, les choix de certains, et encore moins leur rapport à la religion. Donc, si vous êtes au pouvoir, demain, allez-vous faire la chasse aux incroyants ? Je ne vous prends pas pour des talibans. Mais *"tout homme qui a du pouvoir est tenté d'en abuser"*, comme disait Montesquieu. Ne pensez-vous pas qu'il est salutaire pour nous, au Maroc, aujourd'hui, de construire un Etat civil, d'inspiration terrestre ? Cela n'exclut pas, comme ce fut le cas pour les chrétiens démocrates, de se battre pour que des règles soient inspirées de la religion, mais dans un cadre civil. Or, je trouve que votre projet allie paradoxalement rejet de l'Etat théocratique et intégration de la charia.

Khalfi. Le paradoxe dont vous parlez est illusoire. Réellement, chez nous, il n'existe pas.

Abdelmoumni. Si. Le Commandeur des croyants, le chef spirituel d'*Al adl wal ihsane*, tous prétendent tirer leur légitimité de Dieu.

Khalfi. Oui, mais personne n'a le droit d'envoyer quiconque au Paradis. Les différents leaders islamistes ne sont pas des chefs. Le choix relève des hommes, ils peuvent être démis. Où est le problème ? Quand on parle de la charia, on pense automatiquement à la lapidation, aux mains coupées, à l'apostasie. Mais la charia n'est pas seulement un droit pénal. C'est un ensemble de valeurs : justice, responsabilité, liberté, concertation (choura), etc. Par ailleurs, on oublie que dans le Coran, il y a peu de versets qui délimitent les procédures décisionnelles dans la société (environ 500 sur 6000).

El Ayadi. Raison de plus pour vous reposer la question : pourquoi s'entêter à faire une loi à partir d'un corpus si réduit ?

Khalfi. Parce que c'est un atout de taille. C'est notre force, notre identité. S'il y a une crise identitaire en Occident, ce n'est pas par hasard.

Berrada. Moi, je ne vois de réponse précise nulle part. Je conviens que la charia ne se réduit pas au code pénal. Mais je vous rappelle que c'est aussi cela. Or, vous maintenez ce côté barbare. Vous me pardonnerez de l'appeler ainsi. Parce que vous maintenez ces peines là. Et quand on vous demande pourquoi, vous me dites que c'est un gage pour notre identité. Vous y tenez parce que vous pensez que l'identité, ça se perd. La preuve, dites-vous, en Occident, il y a une crise identitaire. Où voyez-vous une crise ? Il y a des débats. Et le propre d'une société humaine est qu'il y ait tout le temps des débats. Le propre de l'homme c'est de se tromper, car il n'est pas Dieu, c'est aussi qu'il se corrige quotidiennement, qu'il corrige l'erreur des autres, d'égal à égal, pas dans un rapport de vassalité. Il y a débat. Parce que le corps social, la cité, est une œuvre humaine. Et comme le corps humain, il est sujet à maladie. Il peut avoir besoin d'être entretenu. La démocratie permet ce réajustement permanent. Si on poursuit dans cette logique, qui vous donne le droit de dire *"l'identité musulmane c'est ça"* ? Chacun veut nous imposer sa façon de concevoir l'identité. Mais nous n'avons rien demandé.

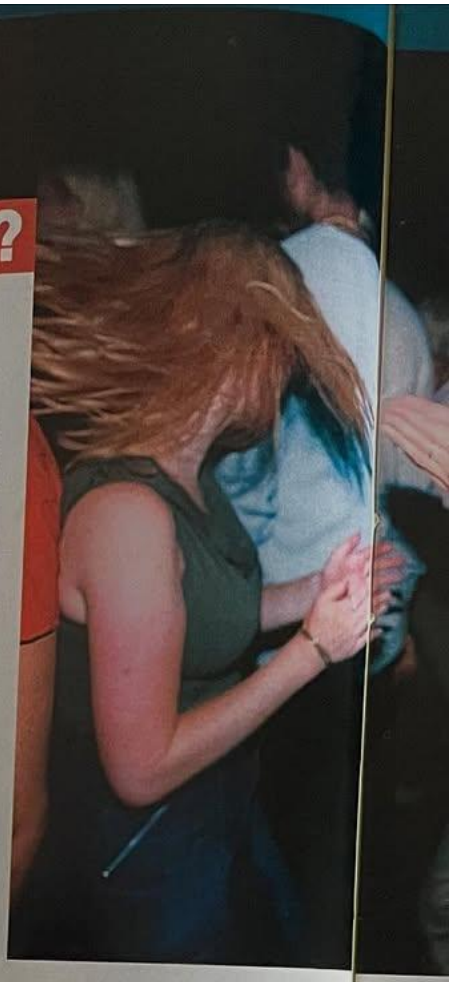
« Quand on parle de la charia, on pense automatiquement à la lapidation, aux mains coupées »

« Mais la charia maintient ces peines-là ! Et elles sont barbares !! »

L'OCCIDENT

EXEMPLE OU CONTRE-EXEMPLE ?

Côté rouge, on estime qu'il véhicule des valeurs universelles, qui peuvent être appliquées partout. Côté vert, il faut faire le tri, et ne garder que ce qui est "compatible" avec l'islam.



Ksikes. Nos jeunes sont, en même temps, attirés par l'islamisme et fascinés par l'Occident. Qu'en pensez-vous ?

Abdelmoumni. Pour moi, l'humanité est en train de connaître une mutation très importante, qui est en train de détruire les frontières. Mais il reste, d'un côté, une élite occidentale tétanisée par l'idée d'être "envahie", et d'un autre côté, une élite du Sud effrayée par la vitesse à laquelle le monde change. On pourrait trouver normal qu'il y ait une montée de la revendication identitaire. Par rapport à cela, je pense que les jeunes ont déjà voté : ils veulent émigrer. En réponse aux gens qui me disent que les jeunes tiennent à leur identité, je n'ai que cette preuve et elle me suffit. Si on leur accorde plus de visas, ils seront encore plus nombreux à partir. Et ils n'iront pas dans des pays qui relèvent de la *Oumma* islamique. Ils iront là où ils se sentent le plus libres.

Khalfi. Ils iront là-bas essentiellement pour des raisons économiques.

Abdelmoumni. Pour des raisons économiques, politiques mais aussi pour s'épanouir. L'essentiel est qu'ils ne vont aujourd'hui ni en Iran, ni, au Soudan, ni en Egypte pour s'épanouir.

Khalfi. Mais en Afghanistan. Le cas d'Abou Hafs et bien d'autres le montrent.

Abdelmoumni. Dans quelles proportions ?

Khalfi. Prenez le cas du conseil du culte musulman en France. Les Marocains y sont majoritaires. Cela reflète une tendance à la religiosité au sein de cette communauté. Cela montre aussi que ces jeunes n'ont pas émigré pour des raisons identitaires, mais sociales. Je pense, donc, que nous ne pouvons pas conclure qu'il y a immigration parce qu'il y a rejet de l'islam. Concernant le lien entre islam et société, j'estime qu'il y a un besoin de renouveau, qui a été retardé par des siècles de sous-développement. Le renouveau est l'objectif de tous les islamistes. Nous considérons que l'islam, en tant que principes et valeurs, nous apporte les réponses qu'il faut et que l'adaptation à l'air du temps nécessite un effort d'interprétation. Quant à l'Occident, je l'appréhende à trois niveaux. Il y a d'abord l'Occident de la connaissance, de l'évolution technologique et du savoir-faire politique, que j'accepte comme étant l'accumulation d'un effort civilisationnel de l'humanité. Il y a ensuite l'Occident des pacifistes, avec lequel il faudrait avoir des ponts de communication et de connaissance mutuelle. Enfin, il y a l'Occident colonial, fait de compagnies pétrolières et d'industries d'armement, qui maintiennent notre suivisme. Nous sommes contre cet Occident là et notre unique salut est la résistance.

Ksikes. Et l'Occident comme valeurs ?

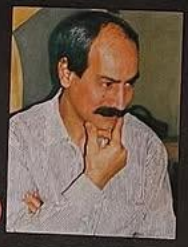
Khalfi. En Occident, il y a une panoplie de valeurs à rejeter, comme celle de l'homosexualité, par exemple.

Abdelmoumni. Je pense qu'il y a surtout une valeur liberté, qui autorise des pratiques données dans une société donnée.

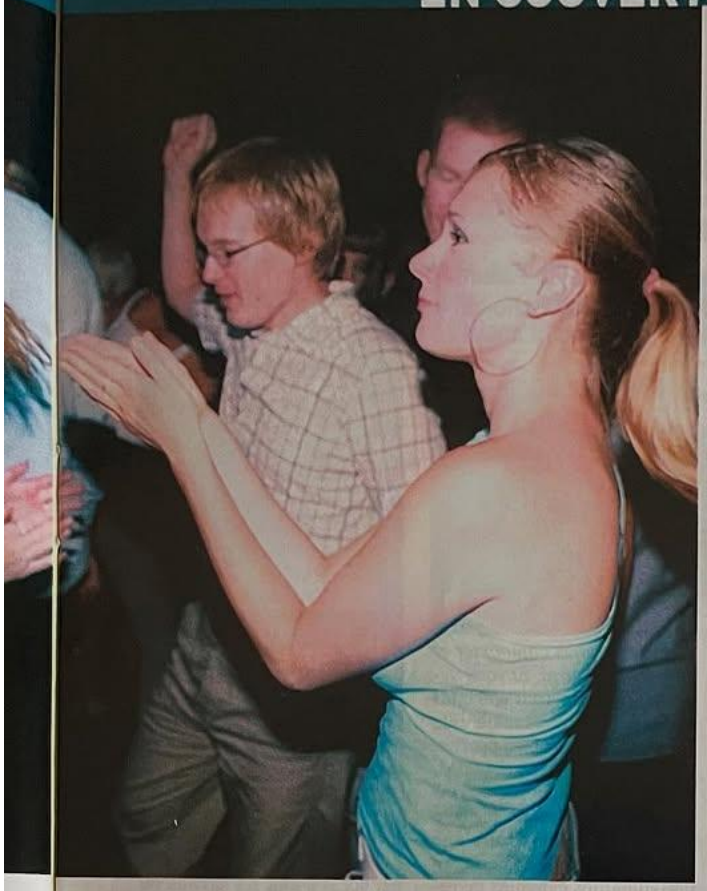
Khalfi. En tout état de cause, nous les rejetons et considérons qu'il est vital pour nous de préserver notre spécificité. Plus : il faut en faire un socle pour notre projet de société.

Berrada. Je vous prie de faire un effort de cohérence. Vous vous dites démocrates. Vous m'en voyez heureux. Mais vous dites aussi : *"nous sommes pour la spécificité"*, alors que l'Occident a une panoplie de valeurs. Si vous êtes démocrates, vous ne pouvez pas être pour la spécificité, par ce qu'elle n'est que subjectivité. Qui définit le "bon musulman" ou le "bon Marocain", comme on dit ? C'est toujours l'homme. Donc, il y a un germe d'arbitraire là-dedans. Or, la démocratie a pour fonction de lutter contre l'arbitraire et de permettre à chacun d'exprimer ses opinions, dans la tranquillité et la sécurité. Personne ne doit craindre pour ses avis. Donc je considère, cher ami, que vous n'êtes pas cohérent. Je dis aussi que si l'on donnait des visas aux Marocains, ils seraient 95% à partir en Occident. Vous avez raison de dire qu'ils partent pour des raisons économiques. Mais une fois là-bas, ils découvrent des valeurs de liberté et de tolérance, qui leur plaisent. L'identité se révise. Les immigrés révisent leur identité une fois en Europe. Les musulmans partis il y a 60 ans

"Identité islamique ? Donnez aux jeunes des visas et vous verrez où ils iront..."



"Il y en a aussi qui pourraient partir en Afghanistan"



ont l'identité qu'ils ont transportée, mais ceux de la deuxième et la troisième génération sont devenus des laïcs.

Khalfi. Non.

Berrada. Si. Attention, il faut faire la distinction. Ils peuvent être laïcs et musulmans, grand bien leur fasse. Leur liberté de culte n'a pas toujours été assurée comme il se doit, c'est indéniable. Mais s'ils ne font pas le Ramadan, ils ne vont pas en prison. Avec le temps, leur identité s'enrichit. Elle n'est pas figée. En 60 ans, on est passé de musulmans d'Europe qui croient à la polygamie à d'autres qui la rejettent complètement.

El Merouani. Ils disent non à la polygamie mais oui aux petites amies.

Berrada. Cela donne une polygamie sociologique, mais le principe de liberté prime quand même.

El Merouani. Sur celui de la légalité. Je vois en cela un non respect de la femme. Il n'empêche que nous n'avons aucun problème avec l'Occident. Notre religion nous invite à un échange avec toutes les tribus de la terre.

El Ayadi. En quoi considérez-vous l'identité en danger s'il y a ouverture sur l'Occident ?

El Merouani. Notre relation avec l'Occident se résume à l'échange de bienfaits. Mais il faut que, de son côté, il daigne prendre les nôtres. Nous avons nos bienfaits, nous aussi.

Khalfi. Notre problème, je le répète, est avec l'Occident colonial. Les Nations unies reconnaissent aux peuples autochtones le droit à la spécificité. Donc, je ne vois pas de contradiction entre le fait d'être démocrate et de défendre sa spécificité.

Ksikes. (s'adressant aux laïcs) Pensez-vous que la revendication identitaire islamiste met en danger la liberté des jeunes ?

Berrada. Il y a danger quand il n'y a pas de défense immunitaire. Quand les gens sont traditionalistes par choix et qu'ils vivent tranquilles, ils ne me dérangent pas. Moi même, j'ai un côté traditionnel. Par contre, le traditionalisme agressif, qui porte en lui un germe de fascisme et de violence, empêche la différence. Il faut lutter contre cela, quand on peut le faire. Et les défenses immunitaires dont je parle, d'où viennent-elles ? De la culture. C'est la culture qui nous donne un sens critique pour pouvoir juger, pour lutter contre un esprit dogmatique. Cela dit, je le répète, je suis prêt à respecter un traditionaliste, quel qu'il soit, à condition qu'il ne cherche pas à m'imposer ce choix là - que ce soit par la loi ou par la pensée unique. Or, je ne peux être outillé pour faire un choix que si j'ai un appareil conceptuel. D'où la nécessité d'un système éducatif qui fabrique des esprits critiques, voire subversifs. C'est-à-dire capable de remettre en question la réalité, sans qu'on les mette en prison pour leur différence, comme c'est arrivé dernièrement avec ces jeunes musiciens.

Khalfi. Mais même en Iran, il y a un mouvement qui défend les jeunes aux choix excentriques.

Abdelmoumni. Oui, mais le danger, c'est de vouloir imposer à ces jeunes ce qu'on considère comme "bien" ou "mal" - par la loi ou par la violence. Cela dit, je reste optimiste. Je pense que la société marocaine, comme bien d'autres sociétés de la région, connaît une mutation. Il y a une perte de repères conjuguée à une fatigue des projets modernistes, un regain de l'impérialisme international et une conjonction de crises économiques. Avec tout cela à la fois, il est normal de voir un retour (en fait, une régression) vers ce que l'on perçoit comme un socle essentiel : l'identité. Le fait qu'on s'y agrippe, même de façon un peu abrupte, me paraît compréhensible. Maintenant, si les islamistes pensent que la fermeture identitaire est un choix viable à long terme et que la diversité humaine n'est pas le bon projet de société, ils se trompent. Parce que dans 20 ou 30 ans, les frontières derrière lesquelles nous prétendons nous cacher auront volé en éclats, et les gens qui auront eu l'occasion de s'expatrier en Occident l'auront fait. Il y aura alors une nouvelle plate-forme qui ramènera la religion à sa véritable dimension : un choix purement individuel.

"Les jeunes musulmans d'Europe disent non à la polygamie, mais oui aux petites amies..."

"Vous n'avez qu'à appeler ça de la polygamie sociologique. Moi, j'appelle ça la liberté"

L'ÉCOLE
ISLAMIQUE OU UNIVERSALISTE ?

Côté vert, **l'école doit, avant tout, véhiculer des valeurs inspirées de l'islam.**
Côté rouge, **elle doit véhiculer toutes les valeurs, et laisser l'enfant choisir.**

Ksikes. Quelles valeurs l'école doit-elle véhiculer ?

Berrada. Avant tout, la liberté de choix.

Khalfi. Dans ce contexte de lutte contre la mondialisation et de reconstitution de notre personnalité marocaine, l'école doit servir à façonner notre identité de demain. Et cette identité, pour nous, intègre diverses composantes ethniques et civilisationnelles, mais est essentiellement déterminée par l'islam.

El Merouani. Je suis pour l'ouverture, mais avec les modalités adéquates pour implanter la démocratie et la liberté *dans notre société*. La différence entre nous, c'est que vous voulez importer un modèle, alors que nous cherchons le meilleur moyen pour l'asseoir *dans notre environnement*. Donc, l'école, pour moi, doit véhiculer des valeurs de résistance pour s'armer contre ce renouveau d'impérialisme. Elle doit aussi véhiculer les valeurs de solidarité et d'union dans la diversité. Et l'islam vient en premier.

El Ayadi. (s'adressant aux islamistes) Soyons clairs. L'école a un rôle de transmission de savoir. Pour vous, l'école est un lieu de combat idéologique. Sur ce point, vous n'êtes pas du tout d'accord.

El Merouani. Les *fouqaha* ne sont pas d'accord, entre eux, sur les quatre cinquièmes des questions religieuses. Donc, même à l'intérieur de la pensée musulmane, la divergence est de mise.

Ksikes. Mais ne pensez-vous pas que vous réduisez énormément l'horizon du jeune Marocain ?

Khalfi. Je le rappelle, le seuil de liberté garanti par l'islam est déjà très élevé. Cela nous suffit. Nous voulons une liberté dans le cadre de l'islam. Et si nous ne sommes pas d'accord là dessus, tant mieux.

El Merouani. Le cadre référentiel musulman est très large.

Berrada. Vous reconnaissez aux individus une liberté. Mais vous mettez cette liberté en prison. Vous cadrez l'identité, les valeurs, la religion et vous ajoutez que ce cadre est large. Même si les murs sont éloignés, cela reste une prison.

Khalfi. La laïcité n'est-elle pas une prison ?

Abdelmoumni. En quoi le serait-elle ?

Khalfi. Elle sacralise le principe même de laïcité.

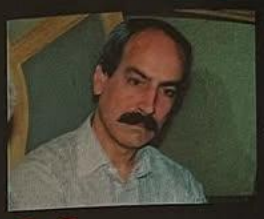
Abdelmoumni. Elle ne sacralise qu'une chose : la liberté.

El Merouani. Mais qu'est ce qu'on entend par liberté ? L'islam nous permet de nous libérer de nous-mêmes. C'est exceptionnel. Mais vous, que voulez-vous dire par liberté ?

Abdelmoumni. Votre conception de la pédagogie, c'est : *"voici le vrai, voici le faux. Voici le modèle auquel il faut vous conformer. Voici comment vous devez vous comporter et agir envers autrui. Si vous déviez à ces règles, vous êtes dans le mal"*. C'est une manière de faire, qui a été adoptée pendant des siècles et a mené à ce que M. Khalfi a qualifié de "régression" (*inhitat*). Il y a une autre manière de faire, pour construire une communauté plus solide et des individualités capables de réflexion, de jugement, de distance et de discernement. Je ne veux pas qu'on dise aux enfants : *"vous pouvez faire ceci et vous ne pouvez pas faire cela"*. Je veux qu'on leur dise : *"voilà comment vous pouvez savoir ce qu'il y a ici et là"*. Je fais confiance à leur raison pour choisir ce qui leur permet de s'épanouir. Je suis donc pour une école qui ne fasse pas d'endoctrinement. J'ai été, comme tous mes congénères, à l'école marocaine, musulmane, et j'ai passé mon temps à apprendre par cœur des textes, comme si c'était du chinois. Le Coran, pour nous, était un mystère. On n'en distinguait pas le sens. Je considère que c'est avoir une dent contre l'islam que de favoriser la continuité d'un tel système. Un système qui vous fait apprendre par cœur, réciter, puis, très vite, oublier. Mais sans comprendre.

Khalfi. Je suis d'accord sur le fait que notre pédagogie actuelle ne permet pas de former un citoyen libre.

"L'école doit façonner notre identité islamique de demain"



"Désolé, l'école ne doit pas faire d'endoctrinement"

El Ayadi. Et le contenu de l'enseignement ? Doit-on donner accès à tous les savoirs ou doit-on limiter cet accès au nom de l'identité ?

Khalfi. Prenons le cas des sciences exactes. Lorsqu'on les enseigne, on commence par les Grecs, puis on saute dix siècles de civilisation musulmane et chinoise. On enseigne un savoir occidental. Cela a un impact négatif sur la psychologie de l'enfant.

Ksikes. Le fait que le PJD demande le retrait d'encyclopédies d'éducation sexuelle des collèges a autant d'impact – si non plus – sur la psychologie des adolescents.

Khalfi. La cause de ces retraits est l'existence de photos pornographiques dans les volumes en question. Mais nous ne sommes pas contre le principe de l'éducation sexuelle.

Abdelmoumni. Ce que vous appelez "pornographie", monsieur, n'est que l'anatomie humaine. ▮

LA CULTURE

LIBRE OU LIMITÉE ?

Côté rouge, **la liberté culturelle ne peut être que totale. S'il y a diffamation ou insulte, il y a des lois pour corriger cela.** Côté vert, **n'est admissible que la culture qui ne porte pas atteinte à l'islam. Encore faudrait-il définir "l'atteinte"...**

Ksikes. La liberté culturelle (arts, écriture, etc.) doit-elle être totale ou conditionnelle ?

Berrada. J'adhère à une liberté totale pour l'artiste et l'écrivain. Maintenant, il ne faut pas que la création artistique ou l'écriture, qu'elle soit journalistique ou littéraire, soit détournée à des fins d'injure ou de diffamation, et tombe sous le coup de la loi pénale. Et là aussi, je fais une distinction. Je parle de code pénal, tel qu'il est défini dans un Etat démocratique. Pas dans un pays comme le Maroc, où l'on voit de la diffamation n'importe où.

El Ayadi. Vous voulez dire qu'aucune autorité ne doit se placer au-dessus de l'expression artistique ?

Berrada. Sauf si dans son tableau, un peintre fait l'apologie d'une idéologie totalitaire et qu'il est alors soumis à la loi... telle que conçue dans les sociétés démocratiques (sourire en coin). Parce que le risque - nous l'avons vécu avec le procès des soi-disant "satanistes" - est de prendre son goût personnel pour la norme. Cela donne lieu à des questions absurdes, du genre, *"pourquoi vous portez un T-shirt noir, ou une grosse bague ?"*

El Merouani. Pour moi, identité et liberté sont indissociables. Le projet de société auquel j'adhère, s'il est admis par la majorité, limite en quelque sorte le domaine d'action des cinéastes, des écrivains, etc.

El Ayadi. Donc, vous voulez un cinéma musulman, une écriture musulmane, etc.

Berrada. C'est comme le réalisme socialiste. Staline n'acceptait que de "bonnes œuvres".

El Merouani. Tout artiste gère son œuvre par sa compétence. Mais le cadre dans lequel il s'insère est le produit de la société, le produit de l'Etat dans lequel il vit. Sinon, chacun va faire ce qu'il veut.

Berrada. (Eclat de rire) C'est exactement ce que nous demandons !!

El Merouani. Mais ce serait l'anarchie ! Il faut un Etat qui garantisse les libertés publiques mais en même temps, qui limite les risques d'anarchie.

Berrada. Cela ne vous gêne pas de poser des limites ? Moi qui suis libertaire, je me sentirais à l'étroit.

Khalfi. Ecoutez, chaque pays a ses critères. En France par exemple, l'anti-sémitisme est brandi à tout bout de champ. Garaudy a été combattu juste parce qu'il a discuté scientifiquement le chiffre de l'Holocauste. Nous devons avoir nos propres critères, sur la base de notre identité musulmane et de l'œuvre universelle.

Ksikes. Dans cet ordre hiérarchique ?

Khalfi. Bien sûr ! La priorité va toujours à l'islam. A côté, nous sommes contre l'utilisation de l'argent public pour propager des idées contraires aux valeurs de la communauté.

Ksikes. Qui détermine ces valeurs ?

Khalfi. La société, par voie démocratique. Nous sommes en faveur d'une théologie comparée qui permette d'intégrer la relativité, mais nous sommes contre le fait de favoriser une culture étrangère au détriment de notre identité.

Berrada. Pour moi, il n'y a aucune hiérarchie entre les identités. Je suis heureux d'être ceci et cela. Mais je suis aussi malheureux de ne pas être quelque chose d'autre, qui viendrait s'ajouter à ce que je suis, pour faire de moi... un humain. Je voudrais bénéficier des identités des autres. Pour ne pas être seulement Marocain, Arabe, Berbère, Africain... mais plus. Toutes les identités, je voudrais me les approprier.

Khalfi. Il est important de nous référer à l'identité musulmane en premier. Quand on parle de littérature, par exemple, certains textes portent atteinte à notre religion. Dans ce cas, je n'aborde plus l'œuvre comme un travail littéraire. Je m'intéresse au passage en question.

El Ayadi. Vous parlez là d'exceptions. Et la règle ? Etes-vous d'accord avec le principe de liberté ?

Khalfi. Moi, ce sont ces exceptions qui m'intéressent.

Berrada. Vous inversez la logique. Il faudrait d'abord qu'on sache si vous êtes pour la liberté. Une fois que la règle est établie, les exceptions doivent être gérées au cas par cas. Partout, il y a des procès. Et ça sert à condamner le détournement de la liberté culturelle, selon des normes précises.

Khalfi. Si vous parlez de diffamation par rapport à des individus, j'ajoute l'atteinte à la religion musulmane, aux prophètes, etc.

"Le respect de l'islam doit limiter le domaine d'action des cinéastes et des écrivains"

"C'est comme le réalisme socialiste. Staline n'acceptait que de "bonnes œuvres"

LA SEXUALITÉ

LIBRE OU CONTRAINTE ?

Côté rouge, on constate que la réalité ne correspond pas à "l'ordre moral" souhaité par le côté vert. Quant au tourisme, les verts y voient tout de suite une source de désordre sexuel. Les rouges n'y avaient pas pensé...

Ksikes. (s'adressant aux islamistes) La lutte contre le sida vous dérange, me semble-t-il…

El Merouani. Qui vous a dit que les islamistes récusaient la lutte contre le sida ?

Abdelmoumni. La condamnation publique qui a été faite aux militants allés distribuer des préservatifs aux prostituées, pour qu'elles se protègent.

Berrada. J'ai lu dans *Al asr* et *Attajdid* des articles qui jettent l'anathème sur certaines personnes. Des prêcheurs attaquent des jeunes qui distribuent des préservatifs, en les traitant de dépravés.

Khalfi. Personne n'est opposé à la lutte contre les MST. Ce que nous récusons, c'est l'exploitation de cette lutte pour favoriser la permissivité sexuelle.

Berrada. Qu'est-ce qui vous autorise à coller aux gens des intentions malveillantes ?

Khalfi. Notre projet de société est fondé sur la cellule familiale.

Abdelmoumni. Mais est-ce que votre projet de société admet qu'un individu ait des choix différents ? Les personnes qui font l'amour hors de l'institution du mariage, ainsi que les homosexuels, sont légion dans notre société. Votre projet ne les intègre pas.

Ksikes. Changeons de sujet. Le tourisme est un bienfait économique. Y adhérez-vous sans limites ?

Khalfi. La réponse est simple, nous sommes contre le tourisme sexuel.

El Ayadi. Mais qui a parlé de tourisme sexuel ?

Khalfi. Que voulez-vous dire par *"sans limites"* ?

Ksikes. Que le tourisme implique une certaine mixité. Que favorisez-vous, la "morale" ou l'efficacité économique ?

Khalfi. Le tourisme ne se limite pas au balnéaire. Pour qu'il soit efficace économiquement, le tourisme doit être diversifié. Au Vietnam et à Singapour, par exemple, le tourisme a induit un tourisme sexuel, qui a entraîné la propagation des maladies sexuellement transmissibles. Le tourisme balnéaire, via les plages mixtes, y a contribué. Quand un touriste vient dans un pays, il se doit de respecter ses valeurs et traditions. Sinon, il devient un agresseur.

« La lutte contre le sida favorise la permissivité sexuelle »

« Qu'est-ce qui vous autorise à prêter aux gens des intentions malveillantes ? »

Berrada. Je ne pense pas que quelqu'un ici encourage le tourisme sexuel. Maintenant si un touriste, homme ou femme, vient et cherche à pratiquer sa sexualité librement, je ne vois pas en quoi cela me dérangerait. S'il porte atteinte à l'ordre public, là je suis d'accord, il faut une régulation. Mais là encore, je ne pense pas à "l'ordre public" dans une optique transcendantale. Juste humaine, sans à-priori moral. Il faut simplifier la vie aux gens.

El Ayadi. Récapitulons. Sur la question du sida, vous dites ne pas être contre la lutte sans être forcément pour, car il y aurait permissivité sexuelle. Vous n'êtes pas contre le tourisme non plus. Mais vous parlez d'emblée de tourisme sexuel. Il y a comme un malentendu…

Khalfi. Nous visons, en 2010, 10 millions de touristes par an - cet objectif est irréel. L'Iran en accueille déjà aujourd'hui 5 millions par an, même si ses plages ne sont pas mixtes.

MÉTHODOLOGIE

Le duel intégral

Nous avons tenu, dans ce dossier, à reproduire l'intégralité des échanges, une sorte de "minutes" du duel. Mais il a fallu sacrifier, pour les uns comme pour les autres, certaines longueurs de style ou autres digressions, que nous avons jugées sans intérêt. Au demeurant, nous avons respecté la pensée des uns et des autres, dans son expression et sa nuance. Cela nous a, certes, amenés à éliminer certaines redondances, dues à la durée de la rencontre. En revanche, nous avons préservé toutes les répétitions intentionnelles, venant des uns et des autres, et qui véhiculent leur manière de penser. Enfin, nous avons interverti quelques passages pour permettre une lisibilité plus fluide. En tout état de cause, l'intégralité du duel est disponible sur une cassette vidéo enregistrée à cet effet. Le duel est également ouvert à votre arbitrage, chers lecteurs. Alors n'hésitez pas. A vos claviers !